

Proposition présentée par le député :
M. Georges Letellier

Date de dépôt : 30 août 2007

Proposition de motion

visant la mise en conformité de l'incinérateur de déchets des Cheneviers, pour l'aligner sur les normes US EPA (Environmental Protection Agency) sur les rejets en dioxines (TCDD et TCDF), cancérigènes

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- vu l'IUE 397 intitulée les dioxines?... dans votre assiette bien sûr, présentée au parlement par le signataire le 23 mars 07, dénonçant l'effet cancérigène des dioxines émises par les incinérateurs de déchets du type les Cheneviers;
- Vu la réponse de circonstance du Conseil d'Etat dans son rapport IUE 397-A, séance du 3 mai 2007, pour qui, l'incinérateur des Cheneviers est au-dessus de tout soupçons... « l'usine respecte les limites fédérales des émissions de poussières »... *qui contiennent les dioxines...* qui vont finir... dans votre assiette;
- vu l'absence de normes fédérales sur les dioxines;
- vu l'annonce du *Matin dimanche* (dimanche 5 août 2007) qui dénonce *l'explosion des cas de cancers* à Genève (3 à 4 fois plus élevés) autour de l'incinérateur des Cheneviers ? *géré par les SIG*;
- vu le lien *scientifiquement* établi entre les dioxines et le cancer (les normes américaines fixent la dose maximale de dioxine ingérée, à 0,0064 picogramme /jour et par kilo de poids humain, *pour 1 cancer /million d'habitants*) (1 pico gramme=10 puissance-12 gramme);
- vu les 300 000 tonnes de déchets/an incinérés, à (150 -200 F/tonne), dont une partie en provenance de l'étranger,

invite le Conseil d'Etat

à lever le voile sur les activités lucratives et polluantes des Cheneviers, et de mettre d'urgence notre incinérateur aux normes EPA américaines, *pour limiter cet empoisonnement collectif.*

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

L'article du *Matin dimanche* du 5 août 2007 est suffisamment révélateur d'une situation qui ne peut s'éterniser... *La santé du citoyen n'a pas de prix !*

J'invite les partis politiques, notamment des Verts discrets et muets sur ce scandale, les socialistes qui siègent à la direction des SI, et le PDC qui siège au conseil d'administration et qui découvre aujourd'hui le scandale (sous la pression de la presse), alors qu'il n'a pas réagi sur l'IUE 397 déposée... il y a 6 mois par le signataire... à révéler les raisons de leur silence...qui ressemble étrangement au délit de non-assistance à personne en danger.